

d'opinion notable. Contrairement à d'autres négociations internationales, les deux parties se sont vite entendues sur la façon de conduire les négociations.

La deuxième partie des entretiens a commencé hier à Washington et se poursuit aujourd'hui. La question de la forme ayant été rapidement réglée, ces réunions portent à présent sur des points plus substantiels.

Signalons au passage que ces réunions se tiennent alternativement à Ottawa et à Washington. Il n'y a pas de calendrier particulier. Les négociateurs se réuniront chaque fois que les deux parties seront prêtes à discuter, quel que soit le sujet.

Nous avons mis en place une série de mécanismes assez vaste pour conseiller et appuyer M. Reisman et son équipe. Elle n'est pas seulement vaste, elle est impressionnante, et je pense que vous en conviendrez avec moi. C'est aussi la première. Le Canada n'a jamais créé un tel mécanisme auparavant. Ce qui veut dire que nous devrions être mieux préparés pour ces négociations que pour toutes celles que nous avons menées par le passé.

Ces mécanismes se présentent, de façon générale, en deux volets, l'un pour maintenir le dialogue avec le secteur privé - industrie, syndicats et consommateurs - et l'autre pour assurer la participation continuelle des provinces. Je voudrais traiter tout d'abord de la participation du secteur privé, parce que je peux m'en attribuer l'initiative. C'est moi, en effet, qui en ai eu l'idée.

En gros, nous avons choisi d'établir deux organismes officiels dans le secteur privé. L'un a pour nom le Comité consultatif du commerce extérieur, également désigné par le sigle COCE. Il est présidé par

M. Walter Light, ancien président de Northern Telecom, et se compose de 39 Canadiens éminents qui, ensemble, représentent tous les grands secteurs de l'économie, les deux langues officielles, toutes les provinces et tous les groupes d'intérêts concernés - de la culture aux consommateurs, du secteur minier au secteur manufacturier, de l'assurance-vie aux syndicats, de la foresterie et l'agriculture aux pêches et à la haute couture.

Je précise en passant que trois des membres du COCE sont de Winnipeg: Walter Kroeker, de la Canadian Horticultural Association, Maureen Prendiville de Prendiville Industries et G.T. Richardson de James Richardson and Sons. J'ai mentionné leur nom par ordre alphabétique pour ne pas être accusé de favoritisme.

Le COCE se réunit chaque trimestre et ses membres sont les équivalents canadiens des collaborateurs de Franklin Delano Roosevelt, qui touchaient un dollar par an. Ils ne sont pas rémunérés. Ils sont également tenus au secret, car ils ont connaissance de documents confidentiels de l'industrie et du gouvernement. Chacun et chacune d'entre eux est bien entendu un expert dans son propre domaine, et nous attendons de ce groupe des conseils en matière de politique sur toutes les questions touchant le commerce. Ils relèvent directement de moi.

L'autre organisme - ou, pour être plus précis, les organismes - a pour nom Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur, que les spécialistes des sigles, dans leur grande sagesse, ont abrégé en GCSCE.

Les GCSCE sont formés de 15 comités distincts représentant tous les grands secteurs de l'économie canadienne. Chacun d'eux se réunit également quatre fois par an, ou plus